



Edito

Interview p.3-4

« Le travail aura une suite à Solim
au-delà de ma mission »

Article 1, p.5-6

Premier contact avec la réalité des
quartiers sociaux de Lisbonne

Article 2, p.7-8

Manifestation pour le droit des
immigrés, à Lisbonne

Article 3, p.9-11

« Le Portugal éradique ses bidonvilles »

Article 4, p.12-13

74 familles en attente d'expulsion à
Lisbonne

**CARNET DE ROUTE
DROIT AU LOGEMENT
PORTUGAL**

Sandrine Lourenço

Promotion 2

Février-juillet 2005

ÉDITO

Solidariedade Imigrante est une association Portugaise pour la défense du droit des immigrés au Portugal. L'association est née dans les années 90 suite aux différentes vagues d'immigration et à la nécessité croissante d'accompagner l'intégration des migrants et la défense de leurs droits.

De pays d'émigration, le Portugal est devenu en quelques décennies un pays d'immigration. Dans les années 70, l'immigration provenait essentiellement des PALOP (Pays Africains de Langue Officielle Portugaise) et des anciennes colonies portugaises ; aujourd'hui elle provient majoritairement des pays de l'Est, notamment d'Ukraine. L'association Solidariedade Imigrante, jusqu'alors petite antenne de soutien aux immigrés au sein d'une association de défense des droits de l'homme, a pris une telle ampleur qu'elle a dû s'autonomiser afin de devenir une structure à part entière.

Aujourd'hui l'association compte plus de 5000 membres originaires de 72 pays différents. Le plupart du temps, les familles migrantes vivent et travaillent dans des conditions déplorables. L'association lutte en coordination avec d'autres mouvements pour qu'une véritable politique d'intégration soit mise en place au Portugal et pour qu'enfin le droit des migrants soit reconnu et respecté, au même titre celui des nationaux.

Au cours de son travail avec les migrants, la question du droit au logement est apparue comme une des préoccupations et difficultés majeures des familles. En effet, le marché du logement et l'accès au logement restent des problématiques fortes au Portugal, dont les migrants sont les premiers à pâtir. La forme la plus visible de cette problématique s'est cristallisée dans les

années 1970 avec la naissance et la consolidation des bidonvilles, notamment dans l'aire métropolitaine de Lisbonne qui concentre la majorité de l'immigration. En 1993, l'ampleur de ces bidonvilles, quartiers informels et clandestins, est devenue telle que le gouvernement a décidé de mettre en place un programme d'éradication des bidonvilles et de relogement des familles. Cette mesure, partielle et controversée, loin de s'attaquer au fond du problème - celui d'un marché restreint, cloisonné et ségrégatif - ne fait que s'attaquer aux formes visibles de la pauvreté. Au lieu de résoudre le problème, elle contribue à exclure des centaines de familles du droit à un logement décent et crée des poches de pauvreté et d'exclusion que sont les quartiers de relogement social, souvent situés en marge des villes, excluant ainsi ses habitants du droit à la ville. C'est dans ce cadre que l'association Solidariedade Imigrante a décidé de développer un travail spécifique sur le droit au logement dans l'aire métropolitaine de Lisbonne, non pas uniquement pour les migrants mais pour l'ensemble des familles connaissant des difficultés d'accès à un logement décent. Son travail a commencé avec les familles vivant dans des bidonvilles. Même si celles-ci ne constituent la partie la plus visible et la plus facile à identifier de la problématique, c'est aussi celle qui s'avère la plus urgente de traiter. En effet, en raison du programme d'éradication des bidonvilles, plusieurs familles ont déjà été expulsées de leur logement et de nombreuses autres sont encore menacées de l'être.

INTERVIEW

“L’association va donner une continuité à ce travail”

Par Sylvia De Almeida

Sandrine, 26 ans, géographe urbaniste, vient de conclure sa mission à Lisbonne au sein de l’association Solidariedade Imigrante (Solim), où durant les dernières dix-huit semaines elle a travaillé sur la question du droit au logement au Portugal. De retour à Paris, c’est l’heure du bilan. Sandrine nous fait part de son expérience.

Comment s’est passé le contact avec Solim ?

Mon arrivée au sein de l’association a été assez déstabilisante. J’arrivais pour travailler sur une thématique qui n’avait jamais été abordée par *Solim*. Bien que déjà confrontée à cette réalité, l’association n’avait jusqu’alors aucune idée sur la manière d’aborder ou de traiter cette question de façon systématique. Pour moi aussi le travail était nouveau. J’ai toujours eu un grand intérêt pour le thème mais je n’avais jamais eu l’occasion de travailler concrètement sur les questions d’habitat informel et de droit au logement. Au fur et à mesure de la mission, *Solim* et moi avons précisé les objectifs de ce travail.

Le travail était donc nouveau pour toi et pour Solim. Comment s’est-il déroulé ?

Les premiers pas étaient hésitants. Il fallait me replacer dans un nouveau contexte, une dynamique de travail qu’il fallait créer et que je mène l’association à préciser sa position sur la thématique du droit au logement. Cela a pris du temps mais c’était un travail nécessaire. L’urgence de la situation sur le terrain nous a poussé, en plus du travail de réflexion et de débat, à développer un travail plus actif avec les familles vivant dans les bidonvilles, aspect le plus visible de la problématique du droit au logement au Portugal.

Quel bilan fais-tu de ta mission?

Malgré les frustrations dues au décalage entre la vitesse à laquelle j’aurais aimé que les choses avancent et la réalité, je réalise qu’en quatre mois, nous avons fait un travail énorme! Ce qui me fait le plus plaisir c’est de savoir que l’association va donner une continuité à ce travail. Finalement, à partir de peu de moyens et de beaucoup de volonté, nous avons réussi à monter un groupe de travail pluridisciplinaire, à créer des partenariats avec d’autres institutions, à initier un travail de terrain dans différents quartiers avec des familles menacées d’expulsion et à obtenir quelques victoires auprès des pouvoirs publics.

Que t’a apportée cette expérience, a-t-elle changé ton regard?

Cette mission a été très différente de mes missions précédentes au Timor et au Salvador car il y a eu un réel travail d’équipe et une forte volonté des personnes impliquées de prendre ce travail au sérieux. Je me suis aussi découverte plus militante, dans la mesure où il s’agissait de défendre un droit fondamental qui n’est pas encore reconnu au Portugal. Le travail, avec les familles, était lui aussi différent de ce que j’avais fait auparavant : il ne

Promotion 2 – juillet 2005

s'agissait pas d'un travail porté sur les questions de participation des habitants à des projets de développement mais plutôt de les aider à s'organiser et devenir acteurs de leur propre lutte. Ce travail d'accompagnement vers l'autogestion a donné une dimension plus humaine à la problématique.

Quels sont tes projets futurs ?

Cette mission a conforté mon intérêt pour les questions d'habitat et de logement. J'aimerais bien, si possible, continuer à travailler sur cette thématique, plus particulièrement sur les questions du droit et de l'accès au logement ainsi que sur les modes de production de l'habitat social, aussi bien dans les pays européens que dans les pays en développement.

Premier contact avec la réalité des quartiers sociaux de Lisbonne

18 mars 2005

Je voulais partager avec vous mon étonnement d'hier lorsque j'ai appris qu'il y avait plus de 60% d'absentéisme à partir du CM2, dans les écoles d'Outrela-Portela - quartier d'habitat social dans la périphérie de Lisbonne.



Habitat social a Outrela Portela

Je me suis laissé guider hier par deux travailleurs sociaux dans les quartiers sensibles de l'aire métropolitaine de Lisbonne. Et ils n'ont vraiment rien à envier à nos HLM... Bien sûr le style est différent, mais les problèmes restent les mêmes. Un quartier bien éloigné du centre-ville et surtout bien isolé des autres quartiers, entre une voie d'autoroute, une zone industrielle et des

friches. Dans ce quartier, 80% de Capverdiens, première et deuxième générations confondues, pour moitié illégaux, au chômage ou sans activité. « *Les jeunes ne veulent pas aller à l'école, certains d'entre eux s'y sont faits arrêtés par la police... Les parents n'ont plus assez d'autorité pour les y forcer et l'école ne fait rien parce que ça l'arrange d'avoir quelques cas sociaux en moins* » me dit d'un ton navré Sergio, travailleur social dans le quartier depuis près de deux ans. « *60% d'absentéisme à l'école à partir du CM2 c'est énorme ! C'est pourquoi nous commençons à travailler avec l'école, grâce à deux médiateurs sociaux. Nous avons gagné une place au conseil de discipline. Nous essayons de promouvoir l'insertion des jeunes du quartier : insertion scolaire, professionnelle mais aussi culturelle avec l'organisation d'activités ludiques également. C'est comme ça que les jeunes viennent à nous et qu'ils nous parlent de leurs problèmes.* » Ici il n'y a que de l'habitat social et des familles en difficulté. Le quartier est né dans les années 70 avec les premières migrations en provenance des PALOPS (Pays Africains de Langue Officielle Portugaise), et s'est développé par la suite, avec les programmes de relogement des années 90. Les gens qui habitent ici viennent d'anciens quartiers de « *barracas* » (bidonvilles) de Lisbonne qui ont été éradiqués depuis. La plupart sont capverdiens, quelques-uns d'autres nationalités, mais il n'y a pas de Portugais ici. Ils ne voudraient pas y habiter. « *Il y a certains endroits où il ne vaut mieux pas que tu sortes ton appareil photo* » me prévient Sergio, « *ils ne te connaissent pas encore* ». Entre temps, on croise deux, trois groupes de jeunes, entre leurs sifflements et questions il arrive à leurs glisser qu'à cette heure-ci ils devraient être à l'école, et les jeunes de se justifier aussitôt. Ils le respectent ça se voit. Il me dit que c'est aussi le fruit d'un travail de rue et auprès des familles, constant. « *Les jeunes ne viennent pas à nous, nous sommes allés les chercher, c'est aussi ce qui*

Promotion 2 – juillet 2005

nous différencie d'autres associations, présentes ici mais plus fermées. Elles font du bon travail mais ne touchent qu'un nombre très limité de jeunes ». « Ici nous sommes dans la rue du stress, comme elle a été baptisée » me dit-il en souriant. Ces immeubles n'ont que quelques années et sont déjà très dégradés, la construction est de faible qualité. « À faibles coûts, faible qualité » me dit-il. « Le soir, il vaut mieux éviter de se promener par ici... Il y a souvent des problèmes... ».

Mais alors, quels étaient les objectifs de la municipalité lorsqu'elle a engagé son plan spécial de relogement des populations à bas revenus ? Certainement pas les mêmes qu'à Trajouce, non loin de là, à 30 km à l'Ouest dans le département de Cascais. Ici le programme de relogement a été pensé de façon différente : 35 unités d'habitation de taille réduite, éparpillées dans la ville et plus ou moins intégrées au maillage urbain. Ici, pas de grandes barres : on a essayé de mélanger logement social et logement à prix modéré. On s'est efforcé d'offrir un cadre avec des équipements. Le projet a coûté plus cher et a mis plus de temps à se réaliser certes. « *On n'a pas réussi à éradiquer tous les bidonvilles, mais petit à petit on y travaille* », me confie un employé de la mairie. Une logique toute différente et des résultats bien plus convaincants...

Alors oui, le droit à un logement, mais pas dans ghetto !

Promotion 2 – juillet 2005

Manifestation pour le droit des immigrés à Lisbonne.

15 avril 2005

Ambiance colorée et rythmée lors de la manifestation pour le droit des immigrés, dimanche 17 mars à Lisbonne.



Tout le monde (sauf le soleil) était au RDV dimanche 17 mars pour la manifestation organisée par la plateforme pour la régularisation et l'intégration des immigrés.

RDV à 14h : une vingtaine de personnes, deux banderoles et quelques pancartes affichent et scandent des slogans pour le droit à l'éducation, à la sécurité sociale, au travail dans des conditions dignes et légales... « *Personne n'est illégal et la lutte continue pour des droits égaux* » crient en chœur les manifestants dont le nombre et les banderoles commencent à croître petit à

petit. À 15h, nous n'avons pas encore bougé et les gens continuent d'affluer sous le regard curieux des passants, touristes et riverains.

Vers 15h30, la manifestation se met en marche ; la troupe des quelques militants s'est allongée en un long cortège de manifestants, où se côtoient représentants et membres d'associations diverses telles que Solidariedade Imigrante, SOS Racisme, Attac Portugal, syndicats, députés et sympathisants. Résultat : plus de 1000 personnes dans la rue. Il faut dire la situation des migrants au Portugal n'est pas des plus aisée.

Pays d'émigration pendant des siècles, le Portugal est devenu un lieu de destination pour beaucoup. Jusqu'aux années 90, il accueillait surtout des migrants de pays lusophones. Depuis peu, l'immigration vient majoritairement des pays de l'Est. La situation des immigrés est devenue de plus en plus difficile, essentiellement à cause des mafias et des réseaux clandestins d'immigration. Depuis 1980, le nombre d'étrangers clandestins n'a cessé d'augmenter. C'est pourquoi le gouvernement a lancé, en 2001, un processus de légalisation extraordinaire. Mais cela n'a pas amélioré la situation de tous, en particulier des nombreux nouveaux arrivants. En 2002, on estimait le nombre d'immigrants illégaux à 200'000. Ceux qui profitent de cette situation sont principalement les mafias et tous types d'exploiteurs qui emploient cette main d'œuvre à très bon marché, sans le moindre contrat de travail, ni protection sociale d'aucune sorte... C'est pourquoi, aujourd'hui, ils se sont rassemblés dans la rue.

Le défilé, trop court à mon goût, a à peine le temps de rejoindre le centre d'appui aux immigrés, à quelques centaines de mètres du point de départ.

Promotion 2 – juillet 2005

Les représentants des différentes associations prennent alors la parole et présentent une motion qui clôturera la manifestation. Elle demande entre autres :

- La régularisation de tous les immigrés en situation irrégulière pour que tous ceux qui vivent et travaillent actuellement au Portugal et qui sont exclus des systèmes sociaux puissent enfin bénéficier des mêmes droits que tout citoyen ;
- La modification de l'actuelle loi sur la nationalité, à la base de nombreux problèmes sociaux puisqu'elle exclu du système social et du sentiment d'appartenance à la société portugaise de nombreux jeunes de la seconde génération ;
- Une véritable politique d'intégration sociale qui offre une vie digne aux citoyens étrangers, avec égalité d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle, au logement, aux soins et à la sécurité sociale, sans aucune discrimination, ainsi que la facilitation du regroupement familial ;
- La modification de l'actuel cadre légal afin que les principes d'humanité et de solidarité prennent le pas sur les aspects économiques, restrictifs et répressifs actuellement en vigueur.

Cette motion sera déposée auprès du nouveau gouvernement, des différents groupes parlementaires de l'Assemblée et du Président de la République.

Alors que certains manifestants se dispersent, des groupes se forment spontanément autour de quelques percussionnistes : les gens dansent et continuent à scander les slogans. Pour certains, la manifestation se terminera dans un squat pour discuter des nouvelles manif et mouvements sociaux qui se préparent...

Pour un pays dont les mouvements sociaux sont relativement récents, c'est un joli pari et un très bon début !

« Le Portugal éradique ses bidonvilles »

26 avril 2005

« Le Portugal éradique ses bidonvilles » titrait un article d'Emmanuel Vaillant parut dans le Monde Diplomatique de janvier 2000... Aujourd'hui, le Portugal éradique toujours ses bidonvilles...



Bairro das Marianas, Caisais

Les programmes spéciaux de relogement et d'éradication des baraques avaient commencé en 1993 déjà quand, suite à l'adhésion du Portugal dans l'Union Européenne et à l'aide financière qui s'en est suivie, le pays s'est lancé dans une politique de construction massive de logement à coûts modérés et de liquidation des grands quartiers d'habitats informels. Or, cette politique n'a pas eu les effets attendus. Certes, une grande partie de la population a été relogée et la majorité des bidonvilles, à l'intérieur de la ville proprement dite, ont été éradiqués, mais les programmes spéciaux de relogement ont eu

certaines effets collatéraux pervers... La concentration des populations dans des quartiers dit « sociaux » (d'habitat social), en périphérie de la ville, en est un exemple, de même que la récupération des espaces libérés pour tout autre chose que de l'habitat social, parfois même laissés en friches où l'on distingue encore les reliques de l'occupation passée.

Les populations pauvres ont donc été relogées dans des espaces lointains, hors de portée de vue des classes moyennes et hautes de la société, dans des habitations de mauvaise qualité. Le centre-ville, lui, est en proie à une spéculation immobilière de plus en plus généralisée. Si bien que les gens ne sont plus étonnés de se promener en ville et de croiser sur leur passage une maison sur deux abandonnée ; à vrai dire on ne les remarque même plus... Mais à qui appartiennent toutes ces maisons abandonnées ? Une partie d'entre elles appartient à l'Etat, une autre à la mairie, une grande quantité aux Santa Casas da Misericordia (organismes d'utilité publique administrative, à vocation sociale, liés à l'Eglise catholique et à l'Etat...) et, pour le reste, à de grands groupes immobiliers, des banques, des assurances... Et que propose le gouvernement face à cet état de fait ? Au travers de l'INH (Institut national pour l'habitat), il promeut des logements sociaux en périphérie et promet la récupération des immeubles dégradés ou abandonnés dans le centre-ville pour les vendre aux enchères... Au bénéfice de qui ? Des grands groupes qui pourront se les offrir...



Rua San José, Lisbonne

Le Portugal serait un des pays les plus « engagé » sur la voie du droit au logement (1) : reconnaissance du droit au logement qui est inscrit dans la Constitution, droit au logement fixé par la loi, existence d'une politique de logement fixée par l'Etat central, garantie du droit au logement par l'Etat... Mais, lorsque l'on regarde de plus près les programmes de relogement et les conditions de vie de nombreuses familles dans des quartiers comme : le bairro Jamaica, le bairro 20 de Maio, le bairro Quinta do Cabral (2)... , on peut se poser la question des modalités d'application de ce droit et du bien fondé des politiques mises en place.

Les programmes de relogement actuels ne tiennent pas encore compte de leurs erreurs passées (dont le quartier d'Outerela (3) est un bon exemple), ni de celles de certains pays voisins qui ont commis les mêmes quelques

décennies auparavant. En outre, pour un pays qui paraît presque exemplaire en matière de législation sur le droit au logement, on peut légitimement être surpris devant de nombreux cas d'expulsions sans relogement durant la campagne des programmes dits de « relogement ». La simple et unique raison avancée pour justifier ces expulsions est alors la non-inscription de certaines familles lors des recensements effectués parfois plus de 10 ans avant les relogements (4)... Qu'advient-il des familles arrivées par la suite et qui n'apparaissent pas dans ces recensements, puisque ces programmes spéciaux sont voués à disparaître lorsque l'ensemble des familles déjà recensées sera relogé ?

Dès lors, il est surprenant que le mouvement social au Portugal soit si faible, si peu structuré et tellement cloisonné concernant cette thématique. Et pour cause : plus de 75% de la population portugaise est propriétaire de son logement ; le nombre d'habitations est tellement élevé à travers le pays qu'il existe une moyenne de deux maisons par habitant ; il existe même des maisons « sans propriétaires »...

Mais au niveau du gouvernement, le droit au logement est un droit social et non un droit fondamental ; il est dès lors approché en tant qu'objectif à long terme et non pas comme une obligation de l'Etat. Parallèlement, la législation actuelle favorise l'accession à la propriété et incite à la spéculation immobilière dans le centre de Lisbonne. Selon l'association Lisboa Abandonada (5), «*il existe un véritable problème d'offre d'habitation dans les zones centrales de Lisbonne ainsi qu'une situation de grande précarité, notamment avec l'accroissement de l'immigration. Tout devient logement : couloirs, balcons... Ceci est le reflet de la politique d'immigration et de*

Promotion 2 – juillet 2005

spéculation, de même que la politique sur le locatif privé. Dans d'autres pays, l'habitation est un facteur essentiel de la politique d'intégration. » Parallèlement à cette situation, les quartiers d'habitat social sont au bord de l'implosion : surpopulation, habitat dégradé, concentration des problèmes sociaux, stigmatisation des populations de ces quartiers, fracture sociale...

Comment ne pas souhaiter rompre cette logique qui a tant prouvé son insuccès ?

- (1) Tiré du <http://www.iut.nu/>- L'application du droit au logement dans les pays membres de l'Union européenne, Rapport sur l'Accès au Logement de l'Union Internationale de Locataires, septembre 2000.
- (2) Voir photos
- (3) Cf. article du 18 mars de Sandrine Lourenco
- (4) Dans le Département d'Amadora, les recensements ont été effectués en 1993, le relogement lui est intervenu en 2005, alors que les maisons étaient prêtes depuis 5 ans, « entre temps les personnes qui ont été recensées sont parties, d'autres sont arrivés... » nous dit un habitant du quartier.
- (5) <http://www.lisboa-abandonada.net/index.html>

Promotion 2 – juillet 2005

74 familles en attente d'expulsion à Lisbonne

27 juin 2005

Parce qu'elles n'ont pas été incluses dans un plan de relogement datant de 1993, 74 familles se retrouvent en attente d'expulsion sans qu'aucune alternative de relogement ne leur soit proposée, à Azinhaga dos Besouros, dans la banlieue de Lisbonne.



Les familles d'Azinhaga manifestent devant la mairie d'Amadora

Voilà maintenant plus d'un mois que nous accompagnons les familles d'un quartier de baraques, dans le Municipice d'Amadora. Azinhaga dos Besouros fait partie des quelques quartiers dont les populations ont été recensées en 1993 lors de la mise en place des programmes spéciaux de relogement (PER [1]) qui devaient permettre l'éradication des bidonvilles de l'aire métropolitaine de Lisbonne et de Porto.

À ne pas s'y méprendre, selon des études réalisées par des centres de recherche et commanditées par les propres créateurs de ce programme extraordinaire, plus de 50% des municipes affichent comme première priorité l'éradication des bidonvilles, avant même la nécessité de reloger l'ensemble de ces populations, qui vivent pourtant dans des conditions déplorables.

Ce paramètre pris en compte, on comprend peut-être mieux, mais on a toujours du mal à admettre la forme qu'ont pris les relogements, et encore plus la manière dont se passent les expulsions et les démolitions de baraques, c'est-à-dire sans aucun souci relogement.

A Azinhaga dos Besouros, ce sont aujourd'hui 74 familles (mais ce chiffre augmente de jour en jour) qui se sont regroupées en comité d'habitants afin de revendiquer un droit qui ne leur est pas reconnu, le droit à un logement décent ! Après maintes réunions et manifestations devant la mairie, après s'être mobilisées et exprimées devant le conseil municipal, après avoir demandé qu'un dialogue soit ouvert entre elles et la mairie afin de solutionner conjointement le problème, les familles sont toujours sans réponse aucune et vivent dans la peur quotidienne de l'évacuation forcée et de la démolition. Certaines ont déjà vécu ce cauchemar et en parlent comme si c'était encore hier. Aujourd'hui, elles ont trouvé refuge chez leur voisin dont la maison est elle aussi en sursis ; mais pour combien de temps encore ?

« C'est la mairie qui crée les sans-abri », titrait un journal local.

Si la mairie ne crée pas vraiment les sans-abri, elle contribue en tout cas à la mise en place et à la perpétration de discriminations et d'inégalités dans

Promotion 2 – juillet 2005

l'accès au logement. En refusant d'instaurer un espace de dialogue et en déniait même les difficultés que rencontrent ces familles (non pas seulement pour se loger) la mairie nie leur légitimité et leur intégrité même ! Elle use de stratagèmes et abuse de sa position afin de discréditer ces familles devant l'opinion publique. Quand le maire d'une municipalité peut se permettre d'étaler la vie privée de ces concitoyens ([2]) lors d'un conseil municipal pour légitimer son manque d'intérêt, de compassion et surtout de responsabilité dans cette affaire, quand du point de vue légal il est impossible de s'opposer de quelque manière que ce soit à ces innombrables injustices, que nous restet-il alors ?



Quartier d'Azinhaga dos Besouros en cours de démolition

Mais la lutte continue et, si on doit échouer dans ce combat-ci, que ce soit dans la dignité, la mobilisation et la solidarité ; jusqu'au jour où à force de lutte, de dénonciation et de conscientisation, on gagnera au moins le droit d'être écoutés, l'espoir d'être entendus et que les choses changent...

[1] « Programa especial de realojamento », soit les fameux programmes d'éradication des bidonvilles et de relogement au Portugal

[2] Ce qui est totalement illégal, étant données que les données recueillies lors d'un entretien privé avec les techniciens de la mairie ou assistantes sociale ne sont pas publiques...